



Parliamentary Assembly  
Assemblée parlementaire

<http://assembly.coe.int>



COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

**Doc. 14884**  
30 avril 2019

## **Élection de juges à la Cour européenne des droits de l'homme**

### **Liste et curriculum vitae des candidats présentés par le Gouvernement d'Allemagne**

#### **Communication**

Secrétaire Général de l'Assemblée parlementaire



**Sommaire**

**Page**

1. Liste et curriculum vitae des candidats présentés par le Gouvernement d'Allemagne .....	3
2. Informations relatives à la procédure nationale de sélection pour le poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme .....	3
Annexe 1 – Thilo MARAUHN .....	5
Annexe 2 – Christiane SCHMALTZ .....	9
Annexe 3 – Anja SEIBERT-FOHR .....	13

## 1. Liste et curriculum vitae des candidats présentés par le Gouvernement d'Allemagne

*Lettre de M. Rolf Mafael, Ambassadeur d'Allemagne auprès du Conseil de l'Europe, à M. Wojciech Sawicki, Secrétaire général de l'Assemblée parlementaire, en date du 14 mars 2019.*

[...]

En référence à votre lettre du 4 juin 2018, j'ai le plaisir de vous informer que le Gouvernement fédéral allemand a décidé de désigner M. Thilo Marauhn, M<sup>me</sup> Christiane Schmaltz et M<sup>me</sup> Anja Seibert-Fohr, comme candidats à l'élection de juge à la Cour européenne des droits de l'homme, par ordre alphabétique.

La décision du Gouvernement a été prise lors d'une session du Cabinet le 30 janvier 2019.

[...]

## 2. Informations relatives à la procédure nationale de sélection pour le poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme

La procédure de nomination des candidats a été identique à celle suivie lors du précédent cycle de nomination (2010).

### ***Avis de vacance***

La Division des droits de l'homme du ministère fédéral de la Justice et de la Protection des consommateurs, en consultation avec le ministère des Affaires étrangères et la Chancellerie fédérale, a préparé un appel à candidatures énonçant les conditions à remplir pour être inscrit sur la liste des candidats. Il a été tenu compte de la Convention européenne des droits de l'homme et des textes pertinents adoptés par l'Assemblée parlementaire et le Comité des Ministres, et l'accent a été mis sur l'expérience nécessaire dans le domaine des droits de l'homme et sur les compétences linguistiques. [...]

L'appel lancé pour être candidat du gouvernement aux fonctions de juge à la Cour européenne des droits de l'homme a été publié dans plusieurs grands journaux au cours de la première semaine du mois de juin 2018. Il a aussi fait l'objet d'un communiqué de presse sur le site internet du ministère fédéral de la Justice et de la Protection des consommateurs le 2 juin 2018. Il a en outre été envoyé aux présidents de toutes les juridictions fédérales, aux ministres et sénateurs de la Justice des *Länder*, à l'Association allemande des juges, à la Chambre fédérale des avocats, à l'Association du barreau allemand, à l'Institut national allemand des droits de l'homme et au Forum des droits de l'homme (l'organisation nationale qui coiffe les ONG œuvrant dans le domaine des droits de l'homme) qui ont été priés de proposer des noms de candidats qualifiés ou d'en encourager à postuler. Toutes les candidatures, qu'elles aient été envoyées par ces organismes ou par des candidats individuels, ont été traitées de la même manière.

La date limite pour faire part de son souhait de figurer sur la liste des candidats avait été fixée au 20 juillet 2018.

24 personnes ont fait acte de candidature.

### ***Évaluation des candidats***

La Division des droits de l'homme du ministère fédéral de la Justice et de la Protection des consommateurs a analysé les candidatures et vérifié les informations relatives aux qualifications par rapport aux conditions énoncées dans l'appel à candidatures. C'est sur cette base et compte tenu de l'expérience et des compétences connues des candidats dans le domaine de la Convention européenne et du droit des droits de l'homme en général que les candidats ont fait l'objet d'une évaluation en vue de leur inscription sur la liste.

### ***Entretiens avec les candidats***

Des entretiens ont été menés avec les candidats les plus prometteurs au ministère fédéral avec la secrétaire d'État, M<sup>me</sup> Christiane Wirtz, la cheffe du Département international, M<sup>me</sup> Almut Wittling-Vogel, et le directeur de la Division du droit public et du droit international du ministère fédéral, M. Alfred Bindels. Ils ont permis de vérifier les qualifications des candidats, y compris leurs compétences linguistiques et leur expérience en matière de droits de l'homme, et de voir s'ils étaient disposés à figurer sur la liste.

**Décision du Cabinet**

La ministre fédérale de la Justice et de la Protection des consommateurs, M<sup>me</sup> Katarina Barley, a proposé au Cabinet fédéral une liste de candidats à l'élection de juge à la Cour européenne des droits de l'homme sur laquelle sont inscrits M. Thilo Marauhn, M<sup>me</sup> Christiane Schmaltz et M<sup>me</sup> Anja Seibert-Fohr. Le Cabinet a approuvé la liste le 30 janvier 2019 et cette décision a été publiée le même jour et assortie d'un communiqué de presse [...]. Les candidats non retenus ont été informés de l'issue de la procédure.

## **Annexe 1 – Thilo MARAUHN**

### **CURRICULUM VITAE**

#### **I. État civil**

Nom, prénom: Marauhn, Thilo (Prof. Dr., M.Phil.)

Sexe: masculin

Date et lieu de naissance: Hellersen, 30 avril 1963

Nationalité: allemand

#### **II. Etudes et diplômes, et autres qualifications**

- 1983–1990 – Études de droit et relations internationales à Mannheim, Aberystwyth (Royaume-Uni), Bonn et Heidelberg
- 1986 – Diplôme en droit et relations internationales, University College of Wales (université de Pays de Galles), Aberystwyth, Royaume-Uni
- 1990 – Premier examen d'État en droit, Heidelberg, Allemagne
- 1994 – Dr. iur. utr. (doctorat de spécialité (3<sup>ème</sup> cycle) en droit), université de Heidelberg, Allemagne
- 1995 – Maîtrise en relations internationales (M.Phil.), University of Wales (université du Pays de Galles), Royaume-Uni
- 2000 – Doctorat d'État (habilitation), université de Francfort, Allemagne

#### **III. Activités professionnelles pertinentes**

##### *a. Description des activités judiciaires*

/

##### *b. Description des activités juridiques non judiciaires*

- 1990–2001 – Chercheur à l'Institut Max-Planck de droit public comparé et droit international, Heidelberg, Allemagne
- 1995–2000 – Enseignant chercheur, faculté de droit, université de Francfort, Allemagne (1995, 1996, 1999, 2000)
- 2001 – Professeur titulaire de droit, université de Strathclyde, Glasgow, Royaume-Uni
- Depuis 2001 – Professeur titulaire de droit, université de Giessen, Allemagne (spécialisation: droit public, droit international)
- Depuis 2001 – Professeur invité permanent, université de Lucerne, Suisse (spécialisation: théorie constitutionnelle)
- Depuis 2016 – Directeur de groupe de recherche en droit international, Institut de recherche sur la paix, Francfort, Allemagne

##### *c. Description des activités professionnelles non juridiques*

/

#### **IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme**

Organisations internationales

- Commission internationale humanitaire d'établissement des faits, Membre (depuis 2012)
- 1<sup>er</sup> Vice-Président (depuis 2015); réélu comme Membre en 2016, Président (depuis 2017)

- Avis d'expert, réunion d'experts – Systèmes d'armes létales autonomes, Genève (2014)

#### Conseiller

- Comité consultatif du droit international humanitaire de la Croix-Rouge allemande, Membre (depuis 1995), Vice-président (depuis 2011), Président (depuis 2014)
- Commission consultative sur les Nations Unies au Bureau fédéral allemand des Affaires étrangères, Membre (depuis 2008)
- Conseiller, Diakonia (Organisation suédoise de développement), sur la relation entre l'assistance humanitaire et la coopération au développement (2015-2016)
- Avis d'expert au Parlement fédéral allemand (Bundestag) sur l'utilisation d'armes chimiques à Halabja (2013)
- Conseiller, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, sur l'enseignement supérieur aux pays en développement (2012)

#### Académique

- Cours magistraux du droit international des droits de l'homme à l'université de Giessen (depuis 2001)
- Cours magistraux du droit européen des droits de l'homme à la faculté de droit de l'université du Wisconsin, Madison, États-Unis (2005, 2008, 2011, 2013, 2014, 2015)
- Coordinateur d'un Master sud-africain allemand (LL.M.) en droit comparé de l'enfant (2005-2013)
- Coordinateur de la clinique juridique de droit des réfugiés à l'université de Giessen (2010-2013), Prix d'excellence en enseignement (décerné par la Fondation Hertie et le Land Hessen)
- Co-coordonateur du réseau d'études juridiques comparatives sur le genre (CoLeGeŞ-Net): *Emilie Kempyn-Spyris der Vergangenheit, der Gegenwart und der Zukunft (Emilie Kempyn-Spyris du passé, du présent et du futur)* (2016-2019)
- Publications sur le droit européen et international relatif aux droits de l'homme

## V. Activités publiques

### a. Postes dans la fonction publique

/

### b. Mandats électifs

- 2006–2009 – Doyen de la faculté de droit, université de Giessen, Allemagne
- 2009–2013 – Membre du Sénat académique, université de Giessen, Allemagne
- 2017–2019 – Membre du Sénat académique, université de Giessen, Allemagne

### c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique

/

## VI. Autres activités

### a. Domaine

- Depuis 2005 – Directeur, cours d'été international à l'université de Giessen, Allemagne
- Depuis 2006 – Professeur de liaison, fondation académique allemande (Studienstiftung des Deutschen Volkes)
- Depuis 2009 – Co-directeur, cours d'été (allemand-américain) en droit (université de Wisconsin, université Marquette et université de Giessen)

- 2016 – Chercheur invité, Berlin, Groupe de recherche sur «The International Rule of Law – Rise or Decline?»
- 2018 – Chercheur invité, Cambridge, Lauterpacht Centre for International Law et Sidney Sussex College, université de Cambridge, Royaume-Uni

*b. Durée*

(voir ci-dessus lit. a.)

*c. Fonctions*

(voir ci-dessus lit. a.)

**VII. Travaux et publications**

- Nombre de livres: 2 (comme auteur), 4 (comme co-auteur), 20 (comme éditeur ou co-éditeur)
- Nombre d'articles scientifiques: 170
- EMRK/GG. Konkordanzkommentar zum europäischen und deutschen Grundrechtsschutz (Commentaire sur l'interrelation entre la protection des droits de l'homme dans le système juridique interne allemand et le droit européen des droits de l'homme), Mohr Siebeck, Tübingen 2006, 2<sup>ème</sup> éd. 2013, 2416 pp. (éd. avec O. Doerr et R. Grote) (Auteur / co-auteur des chapitres sur l'ingérence et les limitations, l'interdiction de l'esclavage et du travail forcé, le droit au respect de la vie privée et familiale, le domicile et la correspondance)
- Lehre des internationalen Rechts – zeitgemäß? (Enseignement du droit international – contemporain?), Berichte der Deutschen Gesellschaft für internationales Recht, Vol. 48, Heidelberg 2017, 152 pp. (avec S. Hobe)
- Sicherung grund- und menschenrechtlicher Standards gegenüber neuen Gefährdungen durch private und ausländische Akteure (Protéger les standards des droits fondamentaux et des droits humains face aux nouvelles menaces d'acteurs privés et étrangers), Veröffentlichungen der Vereinigung der Deutschen Staatsrechtslehrer 74 (2015), pp. 373-400
- Freedom of Expression, Freedom of Assembly and Association (Liberté d'expression, liberté de réunion et d'association), in: D. Ehlers (éd.) European Fundamental Rights and Freedoms, de Gruyter, Berlin 2007, pp. 97-129 (Éditions allemandes publiées en 2003, 2005, 2009, 2014)
- Sailing Close to the Wind: Human Rights Council Fact-Finding in Situations of Armed Conflict – The Case of Syria (Établissement des faits par le Conseil des droits de l'homme en situations de conflit armé), California Western International Law Journal 43 (2012/2013), pp. 401-459.
- Hausunterricht zwischen Bildungsrecht und Elternrecht – "Homeschooling" im Lichte der EMRK (Enseignement à domicile entre le droit à l'éducation et les droits des parents – Enseignement à domicile à la lumière de la CEDH), in: F. Reimer (éd.), Homeschooling. Bedrohung oder Bewährung des freiheitlichen Rechtsstaats?, Nomos, Baden-Baden 2012, pp. 99-108.
- Menschenrecht auf eine gesunde Umwelt – Trugbild oder Wirklichkeit? (Droit humain à un environnement sain: fantasme ou réalité?), in: T. Giegerich / A. Proelß (éds.), Bewahrung des ökologischen Gleichgewichts durch Völker- und Europarecht, Duncker & Humblot, Berlin 2010, pp. 11-47.
- Making Treaties Work: Human Rights, Environment and Arms Control (Faire fonctionner les traités: droits de l'homme, environnement et maîtrise des armements), Cambridge University Press, Cambridge 2007, 427 pp. (avec G. Ulfstein et A. Zimmermann)
- Six chapitres (le droit au respect de la vie privée et familiale, le droit au mariage et de fonder une famille, la sécurité sociale, la protection de la famille, les droits des enfants, les droits des personnes âgées et les personnes handicapées) in S. Heselhaus / C. Nowak (éds.), Handbuch der Europäischen Grundrechte, C.H. Beck, Munich 2006
- Social Rights Beyond the Traditional Welfare State: International Instruments and the Concept of Individual Entitlements (Les droits sociaux au-delà de l'État providence traditionnel: instruments internationaux et la notion de droits individuels), in: E. Benvenisti / G. Nolte (éds.), The welfare state, globalization, and international law, Berlin, Heidelberg 2004, pp. 275-319.

### VIII. Langues

Langue	Lu			Ecrit			Parlé		
	très bien	bien	assez bien	très bien	bien	assez bien	très bien	bien	assez bien
a. Première langue:									
allemand	X			X			X		
b. Langues officielles:									
anglais	X			X			X		
français	X			X				X	
c. Autres langues:									
italien		X				X			X

**IX. Au cas où vous n'auriez pas le niveau de compétence linguistique requis pour exercer la fonction de juge dans [la deuxième] langue officielle, veuillez confirmer votre intention, si vous êtes élu(e) juge à la Cour, de suivre des cours de langue intensifs dans la langue concernée avant de prendre vos fonctions ainsi que, si besoin est, au début de votre mandat.**

### X. Autres éléments pertinents

/

**XI. Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg au cas où vous seriez élu(e) juge à la Cour.**

Je confirme que je m'installerai de manière permanente à Strasbourg si je suis élu juge à la Cour.

## **Annexe 2 – Christiane SCHMALTZ**

### **CURRICULUM VITAE**

#### **I. État civil**

Nom, prénom: Dr. Schmaltz, Christiane

Sexe: féminin

Date et lieu de naissance: 30 novembre 1970, Hildesheim, Allemagne

Nationalité: allemande

#### **II. Études et diplômes, et autres qualifications**

- 03/2002 – Deuxième Examen d'État en droit (examen d'accréditation)
- 07/2000 – Doctorat en droit, Université Georg August de Göttingen (Allemagne)
- 05/1999 – Master en droit (LL.M.), Université de Virginie (États-Unis)
- 08/1997 – Premier Examen d'État en droit, Université Georg August de Göttingen (Allemagne)

#### **III. Activités professionnelles pertinentes**

##### *a. Description des activités judiciaires*

- Depuis 01/2018 – Juge à la Cour Fédérale de Justice, Karlsruhe; membre de la I ère chambre civile [I. Zivilsenat] statuant sur la protection de la propriété industrielle
- Depuis 2011 – Juge ad hoc pour l'Allemagne à la Cour européenne des droits de l'homme
- 10/2015–04/2017 – Juge à la Cour d'appel de Schleswig-Holstein, Schleswig; membre de la chambre chargée des questions professionnelles et disciplinaires concernant les notaires
- 04/2015–12/2017 – Juge à la Cour d'appel de Schleswig-Holstein, Schleswig; membre de la chambre compétente en matière de droit bancaire
- 01/2013 – Nomination en tant que juge à la Cour d'appel
- 09/2011–03/2015 – Juge détachée à la Cour Constitutionnelle Fédérale, Karlsruhe: Cabinet de la Professeure Susanne Baer
- 01/2011–09/2011 – Juge au tribunal d'instance, Lübeck: affaires civiles
- 01/2009–12/2010 – Juge détachée au greffe de la Cour européenne des droits de l'homme, Division 5.1
- 08/2009 – Nomination en tant que juge au Tribunal d'instance
- 12/2004–08/2009 – Juge stagiaire [Proberichterin] dans les tribunaux suivants en Schleswig-Holstein:
  - Tribunal d'instance, Lübeck: affaires pénales
  - Tribunal d'instance, Oldenbourg: affaires civiles et infractions administratives
  - Tribunal régional, Lübeck: affaires civiles, notamment concernant des fautes professionnelles médicales
  - Tribunal d'instance, Eutin: affaires civiles, infractions administratives, affaires de succession

##### *b. Description des activités juridiques non judiciaires*

- 01/2014 – Experte pour l'évaluation du système du recours constitutionnel en Turquie dans le cadre du projet du Conseil de l'Europe «Soutenir le recours individuel devant la Cour constitutionnelle de Turquie»

- 09/2013 – Experte invitée par la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) sur «La Convention européenne des droits de l'homme: le besoin de renforcer la formation des professionnels du droit»
- 07/2002–12/2004 – Avocate, Lovells LLP, Düsseldorf, Allemagne, spécialisée dans la protection de la propriété industrielle (notamment litige de brevet)
- 12/1997–07/1998 – Collaboratrice scientifique, Université Georg August de Göttingen, Allemagne

*c. Description des activités professionnelles non juridiques*

- 07/2015–12/2017 – Déléguée suppléante à l'égalité [stellvertretende Gleichstellungsbeauftragte] pour la justice à Schleswig-Holstein

**IV. Activités et expériences dans le domaine des droits de l'homme**

- 09/2011–03/2015 – Juge détachée à la Cour Constitutionnelle Fédérale, Karlsruhe; Cabinet de la Professeure Susanne Baer ayant accompli les tâches suivantes: examiner des requêtes introduites devant la Cour; préparer les projets de décision; gérer le traitement de la correspondance avec les requérants
- 01/2009–12/2010 – Juge détachée au greffe de la Cour européenne des droits de l'homme, Division 5.1 ayant accompli les tâches suivantes: examiner et traiter des requêtes introduites devant la Cour; préparer au total 23 projets d'arrêt (entre autres un arrêt de principe selon la procédure pilote, Rumpf c. Allemagne) et de décisions (entre autres une affaire sur la notion de «requête abusive», Bock c. Allemagne) suivant les instructions du juge rapporteur, ainsi que 172 notes du juge unique portant sur 360 requêtes; assister aux délibérations de la Cour; gérer le traitement de la correspondance avec les requérants

Conférences sur des questions relatives aux droits de l'homme et la Cour européenne des droits de l'homme [présentations en anglais sauf indications contraires]:

- 2011, 2013, 2015 et 2018: Contribution aux conférences de l'institut national de la magistrature, Trèves, concernant la Cour européenne des droits de l'homme et sa jurisprudence [en allemand]:
  - Art. 5 ECHR – the right to liberty and security
  - Individual complaint proceedings on the national level and before the ECtHR
  - Organisation of the ECtHR
  - Admissibility criteria of an application to the ECtHR
  - Domestic effects of ECtHR Judgments – Application of the Convention by German Courts having regard to the case-law of the Federal Constitutional Court
- 2016: Conseil de l'Europe et al., Conférence sur “Regional Challenges in Implementation of the European Convention on Human Rights”, Vilnius, Lituanie. Contribution: “The Federal Constitutional Court’s role in implementing the Convention in Germany”
- 2016: Association Fédérale de la médiation, Conférence sur “Protecting the Child”, Potsdam, Allemagne. Key Note: “The Hague Convention and the European Convention on Human Rights – allies or enemies?”
- 2016: Conseil de l'Europe, Conférence sur “Interpretation and Implementation of the ECHR by Constitutional Courts of the Western Balkans”, Priština, Kosovo. Contribution: “Individual complaints to constitutional courts – an effective human rights remedy?”
- 2015: OSCE, Conférence sur “Harmonisation of the case law – Relationship between certainty and independence”, Belgrade, Serbie. Contribution: “Harmonisation of case law in Germany and the role of the ECtHR and the Constitutional Court in it”
- 2014: Conseil de l'Europe, Conférence sur “Individual Application to Constitutional Court as a System to Protect Human Rights at National Level”, Antalya, Turquie. Contribution: “Relations between the Constitutional Court and other courts in Germany in the implementation of the individual petition system”

- 2014: Conseil de l'Europe, projet "Strengthening the application of the European Convention on Human Rights and the case law of the European Court of Human Rights in Armenia", séminaire de trois jours "Civil and Administrative law and proceedings – enhancing skills in Protocol 1 Article 1 and Articles 6 and 8 of ECHR", Dilijan, Arménie. Contribution et étude de cas sur l'article 6 CEDH
- 2014: Conseil de l'Europe, Conférence sur "Best Practices of Individual Complaint to the Constitutional Courts in Europe", Strasbourg, France. Contribution: "Implementation through education – Constitutional Courts' soft enforcement mechanisms"
- 2012: HELP Network Conference, Conseil de l'Europe, Strasbourg, France. Key Note: "Providing guidance on the implementation of the European Convention on Human Rights: the role and the training needs of Constitutional and Supreme Court judges"
- 2012: Institut du droit allemand et international concernant la recherche sur les systèmes des partis politiques, Conférence sur "Party bans under German law and the European Convention on Human Rights", Düsseldorf, Allemagne. Contribution: "Party bans under the European Convention on Human Rights" [en allemand]
- 2010: Institut des avocats allemand, Séminaire sur "The application to the ECtHR", Strasbourg, France. Contribution: "Admissibility of an application to the ECHtR" [en allemand]

## V. Activités publiques

/

## VI. Autres activités

- Membre de la Nouvelle association des juges [Neue Richtervereinigung]
- Membre de l'Association allemande des juristes féminins [Deutscher Juristinnenbund]
- Membre de la section allemande de la Commission internationale des juristes
- Membre de l'Association internationale des juges féminins [International Association of Women Judges]

## VII. Travaux et publications

Auteure d'un livre et de 17 articles; co-auteure de 9 articles. Ces publications portent sur le droit des brevets, le droit constitutionnel, le droit de l'homme et la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et comprennent les titres suivants:

- Misstrauensvorschuss: Zur Verfassungsschutz-Regelanfrage vor Einstellung in den Justizdienst [Advance mistrust: On the routine inquiry to the internal intelligence authorities before appointment to judicial service], VerfBlog, 2018/6/23, [www.verfassungsblog.de/misstrauensvorschuss-zur-verfassungsschutz-regelanfrage-vor-einstellung-in-den-justizdienst/](http://www.verfassungsblog.de/misstrauensvorschuss-zur-verfassungsschutz-regelanfrage-vor-einstellung-in-den-justizdienst/)
- §§ 97a-97e BVerfGG Verzögerungsbeschwerde [Federal Constitutional Court Act – Formal complaint against judicial delay], in: Barczak (éd.), Mitarbeiterkommentar BVerfGG, 1<sup>ère</sup> édition 2017
- Rechtliches Gehör – Garant für den Zugang zum Recht? [The right to be heard – safeguarding access to justice?], KJ 2016, pp. 317-320
- Die EMRK als Rechtsquelle des europäischen Verwaltungsrechts und Verwaltungsprozessrechts [The ECHR as a source of law for European administrative and administrative procedural law], in: Schenke/Suerbaum (éd.), Verwaltungsgerichtsbarkeit in der Europäischen Union, 2016, pp. 99-120
- Art. 15 ECHR, in: Meyer-Ladewig/Nettesheim/von Raumer (éd.), Commentary on the ECHR, 4<sup>e</sup> édition 2016
- Die überlange Dauer von Gerichtsverfahren im Spiegel der Rechtsprechung des Bundesverfassungsgerichts und des Europäischen Gerichtshofs für Menschenrechte [The excessive length of court proceedings as mirrored by the case-law of the Federal Constitutional Court and the European Court of Human Rights], in: Becker/Lange (éd.), Linien der Rechtsprechung des Bundesverfassungsgerichts, Bd. 3, 2014, pp. 583-613
- Die deutsche Rechtsprechung und der EGMR [The German legal practice and the ECtHR], in: Leutheusser-Schnarrenberger (éd.), Vom Recht auf Menschenwürde, 2013, pp. 97-108 (co-auteure: Renate Jaeger)

- Die Große Kammer des Europäischen Gerichtshofs für Menschenrechte – eine Annäherung an Abgabe- und Verweisungspraxis [The Grand Chamber of the ECtHR – an approach to the practice of relinquishment and referral], EuGRZ 2012, pp. 606-616
- Entscheidung von Arzthaftpflichtverfahren "innerhalb angemessener Frist" – Beschleunigungsmöglichkeiten im Lichte der Rechtsprechung des EGMR [Deciding medical malpractice cases "within a reasonable time" – possibilities for accelerating proceedings in the light of the case-law of the ECtHR] (co-auteur: Hartmut Schneider), NJW 2011, pp. 3270-3274
- University Inventions: Classification and Remuneration in Germany, the Netherlands, France, the UK, the US and Japan, IIC 2005, pp. 912-927 (co-auteur: Andreas von Falck)

**VIII. Langues**

Langue	Lu			Ecrit			Parlé		
	très bien	bien	assez bien	très bien	bien	assez bien	très bien	bien	assez bien
a. Première langue:									
allemand. (langue maternelle)									
b. Langues officielles:									
- anglais	X			X			X		
- français		X				X			X

**IX. Au cas où vous n’auriez pas le niveau de compétence linguistique requis pour exercer la fonction de juge dans [la deuxième] langue officielle, veuillez confirmer votre intention, si vous êtes élu(e) juge à la Cour, de suivre des cours de langue intensifs dans la langue concernée avant de prendre vos fonctions ainsi que, si besoin est, au début de votre mandat.**

Si je suis élue, je m’engage à suivre des cours de français intensifs avant de prendre mes fonctions afin d’atteindre le niveau de langue requis.

**X. Autres éléments pertinents**

/

**XI. Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg au cas où vous seriez élu(e) juge à la Cour.**

Je confirme que je m’installerai de manière permanente à Strasbourg si je suis élue juge à la Cour.

## **Annexe 3 – Anja SEIBERT-FOHR**

### **CURRICULUM VITAE<sup>1</sup>**

#### **I. État civil**

Nom, prénom: Seibert-Fohr, Anja

Sexe: féminin

Date et lieu de naissance: 3 avril 1969, Giessen, Allemagne

Nationalité: allemande

#### **II. Études et diplômes, et autres qualifications**

- Études de droit (1988-1993). Obtention du «Premier Examen d'État» en 1993 et du «Second Examen d'État» en 1996 [Diplôme allemand nécessaire pour la nomination à une haute fonction juridique ou judiciaire]
- École nationale d'administration (Allemagne), 1994-1995
- Obtention de la bourse "International Rule of Law" de l'Université de George Washington, 1997-1998
- Master de «Droit international et Droit comparé» à l'Université George Washington, 1999
- Doctorat en droit à l'Université George Washington. Thèse intitulée «L'amnistie des violations graves des droits de l'homme». Directeur de thèse: Professeur Thomas Buergenthal (ancien juge à la Cour internationale de Justice), 2004
- Professeure, Habilitation en droit public, international et comparé à l'Université de Heidelberg, 2012

#### **III. Activités professionnelles pertinentes**

##### *a. Description des activités judiciaires*

En 2012, j'ai été élue par la Conférence des États membres à New York au Comité des droits de l'homme des Nations Unies. Le Comité des droits de l'homme, l'une des principales institutions judiciaires au plan international, est chargé de surveiller l'application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques par les États signataires. Adopté en 1966, le Pacte est comparable à la Convention européenne des droits de l'homme.

Au cours de mon mandat, j'ai participé activement à l'examen d'environ 500 plaintes individuelles relatives à la violation des droits protégés par le pacte précité. En raison de mon rôle de rapporteure dans de nombreuses affaires importantes, j'ai eu le privilège de participer à l'élaboration de la jurisprudence du Comité des droits de l'homme dans différents domaines.

La procédure suivie pour l'examen des plaintes individuelles ressemble sur de nombreux points à celle de la Cour européenne des droits de l'homme. Mon activité de professeur-stagiaire à la cour d'appel de Francfort au cours des années 90 m'a grandement aidée à assumer cette fonction quasi-juridictionnelle.

- Membre du Comité des droits de l'homme des Nations Unies, 2013-2018
- Vice-présidente du Comité des droits de l'homme des Nations Unies, 2015-2017
- Professeur-stagiaire préparant le second examen d'État à la cour d'appel de Francfort-sur-le-Main, 1993-1996

##### *b. Description des activités juridiques non judiciaires*

En tant que professeure de droit public, de droit international et des droits de l'homme, j'ai acquis des connaissances approfondies dans ces domaines. J'ai également une très grande expertise en droit allemand et en droit comparé. C'est ainsi que mes enseignements habituels portent tant sur les droits de l'homme

---

1. Les fonctions ou missions exercées actuellement sont en caractères gras.

européens et internationaux, le droit public international, les procédures internationales de règlement des différends ainsi que sur le droit constitutionnel allemand, droit administratif et les droits fondamentaux inscrits dans la Loi fondamentale.

- **Titulaire de la chaire de droit public, international et droits de l'homme à la faculté de droit de l'Université de Heidelberg (Allemagne), depuis 2016**
- **Directrice de l'Institut de droit public, théorie constitutionnelle et philosophie du droit**
- Présidence de la section allemande de l'Association des Nations Unies depuis 2017
- Directrice de l'Institut de droit public et de droit européen de l'Université de Göttingen (Allemagne), 2014-2016
- Titulaire de la chaire de droit international et des droits de l'homme de l'Université de Göttingen (Allemagne), 2013-2016
- Direction de l'équipe de recherche Minerva de l'Institut Max-Planck de Heidelberg de droit public comparé et de droit international, 2008-2013
- Bourse d'excellence de la recherche de la société Max-Planck de soutien à la recherche, 2008
- Professeure invitée à l'Université de Cambridge (Royaume-Uni) jusqu'en 2010
- Association de droit international «ILA», Comité de la Cour pénale internationale, 2010
- Invitée en tant qu'experte au Centre de droit de l'Université de Georgetown à Washington, 2009
- Consultante juridique auprès de «L'Encyclopédie Max-Planck de droit international public», publiée par Oxford University Press, section droits de l'homme, 2004-2006
- Coordinatrice du programme «Retaliation, Mediation and Punishment» (Les mesures de rétorsion, de médiation et de sanction) de l'École Max-Planck de recherche internationale, 2007-2009
- Corédactrice des commentaires de l'Institut Max Planck sur le droit de l'Organisation mondiale du commerce, 2004-2006
- Chercheur sénior de l'Institut Max-Planck de droit public comparé et de droit international de Heidelberg, 2000-2008
- Membre du comité de rédaction du journal universitaire «Sécurité et paix», jusqu'à présent
- Membre du comité de rédaction du «Journal de droit international» de Göttingen, jusqu'à présent
- Membre du Comité de direction de la table ronde d'experts annuelle en droit pénal international, 2005-2013
- Professeure intervenant dans le cadre du «Master de droit comparé» (programme commun des Universités de Mannheim (Allemagne) et d'Adelaïde (Australie)), 2003-2008
- Chargée de cours à l'Université de Heidelberg (Allemagne) en droit international et droit comparé, 2002-2012
- Chercheur associé dans le cadre d'un projet portant sur les droits économiques et sociaux de l'Université de George Washington, 1998
- Juge au concours de plaidoirie internationale «Jessup», 1998

*c. Description des activités professionnelles non juridiques*

- Participation au Comité fondateur de l'Académie internationale des Principes de Nuremberg, 2010-2011

Le gouvernement allemand m'a chargée en 2010 avec trois autres collègues de créer l'Académie internationale des Principes de Nuremberg. Cette institution interdisciplinaire a notamment pour objectif de soutenir la lutte contre l'impunité des crimes internationaux.

#### IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

J'ai plus de 20 ans d'expérience dans le domaine des droits de l'homme et du droit public. Mon expertise est centrée sur trois grands axes: mon élection au Comité des droits de l'homme des Nations Unies, mon activité de juriste et ma fonction de professeure.

##### a. Comité des droits de l'homme des Nations Unies

- Membre du Comité des droits de l'homme des Nations Unies, 2013-2018
- Vice-présidente du Comité des droits de l'homme des Nations Unies, 2015-2017
- Rapporteur spécial chargé du suivi des observations finales du Comité des droits de l'homme des Nations Unies, 2013-2014

Durant mon mandat, j'ai participé à l'analyse de la situation des droits de l'homme dans plus de 100 pays signataires du Pacte relatif aux droits civils et politiques, dont beaucoup sont membres du Conseil de l'Europe. J'ai ainsi acquis une grande connaissance des différents ordres juridiques nationaux en Europe. En tant que rapporteure spéciale chargée du suivi des observations finales du Comité des droits de l'homme, j'ai examiné l'application des recommandations formulées dans les différents pays concernés. J'ai également préparé de nombreux rapports sur l'évolution de la situation des droits de l'homme dans ces pays.

Dans le cadre de ma fonction de vice-présidente, j'ai eu l'occasion de présider de nombreuses séances du Comité. J'ai participé au pilotage du Comité et au processus de prise des décisions, y compris en matière budgétaire et administrative. J'ai plusieurs fois représenté le Comité et notamment face à d'autres institutions des Nations Unies. J'ai pris l'initiative et j'ai organisé une réunion conjointe du Comité des droits de l'homme et de la Cour européenne des droits de l'homme en juillet 2016. Durant cette rencontre, les deux institutions ont pu échanger sur de nombreux sujets communs relatifs aux droits de l'homme mais également sur nos procédures.

##### b. Activités en tant que juriste

- Direction d'un rapport comparatif entre les systèmes judiciaires français, allemand et anglais à la demande du Président de la Cour constitutionnelle d'Afrique du Sud en vue de la préparation d'une réforme de la Justice dans ce pays, 2011
- Rédaction des «Recommandations de Kiev» sur l'indépendance judiciaire pour l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), 2010
- Direction d'un projet sur l'indépendance judiciaire mené en collaboration avec l'OSCE et l'Institut Max-Planck (cité dans l'affaire Oleksandr Volkov c/ Ukraine, n° 21722/11, § 81, ECHR 2013)
- Consultation juridique de la délégation allemande de l'OSCE dans le domaine des droits de l'homme, 2003-2005
- Fondatrice de la table ronde sur les droits de l'homme du Max-Planck Institut, 2003-2006
- Direction d'une étude indépendante portant sur la responsabilité des entreprises dans le cadre de violation des droits de l'homme à la demande du ministère allemand de la Coopération économique et du Développement, 2004

Pendant de nombreuses années, j'ai activement mis à contribution mes compétences juridiques afin de conseiller au mieux les différentes institutions qui me sollicitaient. Je me suis ainsi engagée dans de nombreuses initiatives portant sur l'État de droit. J'ai participé à l'élaboration d'une étude de recherche comparée sur l'administration judiciaire pour le ministère de la Justice d'Afrique du Sud.

En coopération avec l'OSCE, j'ai dirigé une étude sur l'indépendance de la Justice qui avait pour objectif d'étudier les systèmes judiciaires des pays membres de cette organisation. Ce projet m'a permis de me familiariser avec la grande diversité des ordres juridiques européens. J'ai développé un intérêt particulier pour les pays d'Europe centrale et orientale. La Cour européenne des droits de l'homme fait d'ailleurs référence à cette étude dans son jugement «Volkov c/ Ukraine». En effet, cette étude a abouti à l'élaboration des «Recommandations de Kiev sur l'indépendance de la Justice dans les pays d'Europe de l'Est, d'Asie centrale et dans le Caucase du Sud». Les recommandations ont servi de base pour les réformes de l'État de droit dans plusieurs pays de ces régions.

*c. Activités académiques*

- Organisation avec le Président de section Monsieur Mark Villiger d'une conférence avec la Cour européenne des droits de l'homme sur le thème «Les jugements de la Cour européenne des droits de l'homme – Effets et application», 2013
- Organisation d'une conférence régionale sur «L'indépendance judiciaire en Europe orientale, dans le Caucase du Sud et en Asie centrale: défis, réformes et possibilités de progrès» en coopération avec l'OSCE, 23-25 juin 2010

Afin d'adjoindre au travail sur la protection des droits de l'homme une portée pratique, j'ai organisé en coopération avec l'OSCE et la Cour européenne des droits de l'homme deux conférences internationales majeures permettant des rencontres entre chercheurs universitaires, juges et praticiens. Ainsi plusieurs juges de la Cour européenne des droits de l'homme, notamment l'ancien président Monsieur Dean Spielmann, des juristes renommés, des juges des Cours suprêmes et des praticiens venant de différents États membres du Conseil de l'Europe ont participé à la conférence que j'ai organisée avec Monsieur Mark Villiger. En coopération avec l'OSCE, j'ai animé une conférence d'experts en Ukraine dans laquelle ont été discutés les enjeux et les stratégies pour renforcer l'indépendance de la justice dans les pays d'Europe de l'Est, dans le Caucase du Sud et en Asie centrale.

Au cours de ces dernières années, j'ai été invitée régulièrement à participer à des conférences animées par la Cour européenne des droits de l'homme, la Cour interaméricaine des droits de l'homme et le Conseil de l'Europe:

- Key note à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de la création de la Cour interaméricaine des droits de l'homme sur le thème du «Renforcement de la coopération entre les trois Cours régionales des droits de l'Homme», 2018
- Participation à une conférence commune entre la Cour européenne des droits de l'homme et la Cour interaméricaine des droits de l'homme sur le sujet de «La preuve et la charge de la preuve en cas de violations grossières et systématiques des droits de l'homme», 2018
- Participation au séminaire organisé par le Conseil de l'Europe sur l'avenir à plus long terme du système de la Convention à l'occasion du lancement des travaux préparatoires confiés au Groupe de rédaction II sur les suites données au rapport de la Cour des droits de l'homme (DH-SYSC-II), Intervention sur «La Cour européenne des droits de l'homme et le Comité des droits de l'homme», 2017
- Participation à une conférence organisée par la Cour européenne des droits de l'homme et la Société européenne de droit international portant sur la «Convention européenne des droits de l'homme et les crimes du passé», 2016, présentation intitulée «Coping with the Past, Looking to the Future», 2016
- Participation à une conférence organisée par la Cour européenne des droits de l'homme portant sur «La Convention européenne des droits de l'homme et le droit international général», présentation sur le sujet «Subsequent agreements and practice from an ILC perspective» 2015

**V. Activités publiques**

*a. Postes dans la fonction publique*

- Directrice de l'Institut de Droit public, de Théorie Constitutionnelle et de Philosophie du droit
- Titulaire de la chaire de droit public, international et droits de l'homme de l'Université de Heidelberg (Allemagne)
- Directrice de l'Institut de droit public et de droit européen de l'Université de Göttingen (Allemagne), 2014-2016
- Titulaire de la chaire de droit international et des droits de l'homme de l'Université de Göttingen (Allemagne), 2013-2016

*b. Mandats électifs*

- Vice-présidente du Comité des droits de l'homme des Nations Unies, 2015-2017
- Membre du Comité des droits de l'homme des Nations Unies, 2013-2018

*c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique*

Je n'ai pas exercé de fonction au sein d'un parti ou d'un mouvement politique.

**VI. Autres activités**

- Bénévolat, participation à un fond de soutien caritatif local pour les femmes dans le besoin CARITAS, 1992-1997

**VII. Travaux et publications**

J'ai publié un très grand nombre de travaux dans le domaine des droits de l'homme, du droit international public et du droit comparé ([https://www.jura.uni-heidelberg.de/seibert-fohr/Publications\\_en.html](https://www.jura.uni-heidelberg.de/seibert-fohr/Publications_en.html)).

Voici une sélection de mes dix travaux les plus importants dans le domaine des droits de l'homme

- Prosecuting Serious Human Rights Violations, 310 p. (Oxford University Press 2009) [La poursuite des violations graves des droits de l'homme]
- The Rise of Equality in International Law and its Pitfalls: Learning from Comparative Constitutional Law, Brooklyn Journal of International Law, Vol. 35, pp. 1-39 (2010) [La croissance des inégalités en droit international et ses pièges: Leçons du droit constitutionnel comparé]
- European Standards for the Rule of Law and Independent Courts, in Journal für Rechtspolitik, Vol. 20, pp. 161-169 (2012).[Les standards européens de l'État de droit et de l'indépendance des tribunaux]
- Аня Зайберт-Фор, Международно-правовая ответственность государств за действия частных лиц: необходимость переориентации?, in: Digest für öffentliches Recht, Issue 2 (2013), pp. 333 – 364
- Judicial Independence in Transition, 1378 pp. (Springer 2012) [L'indépendance judiciaire dans les périodes de transition]
- Judgments of the European Court of Human Rights – Effects and Implementation, A. Seibert-Fohr/ Mark E. Villiger (eds.), 321 pp. (Nomos/Ashgate 2014) [Jugements de la Cour européenne des droits de l'homme – Effets et application]
- The Effect of Subsequent Practice on the European Convention on Human Rights: Considerations from a General International Law Perspective, in I. Motoc/A. van Aaken (eds.), The European Court of Human Rights and General International Law, pp. 61-82 (Oxford University Press, 2018) [Les effets de la pratique ultérieure sur la Convention européenne des droits de l'homme = Réflexion d'un point de vue de droit international général]
- The Human Rights Committee- Legacy and Promise, in Gerd Oberleitner (ed.), [International Human Rights Institutions, Tribunals, and Courts](#), Springer (2018) [Le Comité des droits de l'homme – Héritage et Promesses]
- Mélanges en l'honneur de Christine Chanet, E. Decaux/I. Motoc/P. Gillibert, The European Court of Human Rights and the Human Rights Committee: Cross-fertilization in human rights jurisprudence (Pedone 2019) [Enrichissements mutuels dans la jurisprudence sur les droits de l'homme]
- La protection de la dignité de la personne humaine en droit international, in: Mélanges en l'honneur de Herbert Kronke (Giesecking Spring 2019)

**VIII. Langues**

Langue	Lu			Ecrit			Parlé		
	très bien	bien	assez bien	très bien	bien	assez bien	très bien	bien	assez bien
a. Première langue:									
allemand	X			X			X		
b. Langues officielles:									
anglais	X			X			X		
français	X				X			X	
c. Autres langues:									

italien			X			X			X
espagnol			X						

Au-delà de mon travail en anglais et en français au Comité des droits de l'homme des Nations Unies, j'ai été occasionnellement rapporteure pour des pays hispanophones (connaissance passive).

**IX. Au cas où vous n'auriez pas le niveau de compétence linguistique requis pour exercer la fonction de juge dans [la deuxième] langue officielle, veuillez confirmer votre intention, si vous êtes élu(e) juge à la Cour, de suivre des cours de langue intensifs dans la langue concernée avant de prendre vos fonctions ainsi que, si besoin est, au début de votre mandat.**

Par ma fonction au sein du Comité des droits de l'homme des Nations Unies et ma formation universitaire internationale, j'ai atteint le niveau linguistique nécessaire pour travailler dans les langues officielles du Conseil de l'Europe. Je suis cependant désireuse de continuer mon immersion dans ces langues et de continuer à développer mes compétences.

**X. Autres éléments pertinents**

[https://www.jura.uni-heidelberg.de/seibert-fohr/Person\\_fr.html](https://www.jura.uni-heidelberg.de/seibert-fohr/Person_fr.html)

**XI. Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg au cas où vous seriez élu(e) juge à la Cour.**

Je confirme ma volonté de m'installer de manière permanente à Strasbourg en cas d'élection à la Cour.